

Composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 15/06/2020

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Planète OUI est favorable aux principes mentionnés. Toutefois il semblerait pertinent par la suite d'entamer des discussions autour de la notion de timbre pose ou péréquation tarifaire, notamment en injection.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Planète OUI s'interroge sur l'accentuation de la différenciation temporelle entre été et hiver alors même que l'on constate une baisse de la pointe hivernale du fait d'hivers toujours plus doux et une hausse de la pointe estivale du fait d'étés toujours plus chauds et simultanément, du développement de la climatisation. Ces évolutions et l'anticipation (i) de l'impact du réchauffement climatique sur la structure de la thermosensibilité de la France, (ii) de l'impact des rénovations énergétiques, vont à l'encontre de l'évolution proposé par la CRE. Alors que ce n'est pas le sujet, ces évolutions conduisent à réduire l'avantage financier de l'autoconsommation individuelle qui permet justement de limiter l'accroissement de la pointe estivale.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Planète OUI est favorable à cette proposition, notamment sur une intégration et une incitation progressive des 4 plages tarifaires afin de laisser le temps aux fournisseurs d'être pédagogue auprès de leurs clients de l'utilité de ce changement.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT \leq 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la

CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

La position de la CRE est surprenante sur Linky, tout comme celle du Gouvernement. A l'origine (début des années 2010), le déploiement de Linky devait se faire sans surcoût pour le consommateur car les économies de relève et de gestion devaient financer le déploiement de Linky. Ici, la CRE remet en question cette logique qui ne semble pas justifiée d'autant plus que le déploiement de Linky n'est pas terminé pour des raisons de gestion du déploiement.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Défavorable

Commentaire :

Planète OUI estime que bien que ce positionnement soit favorable à l'autoconsommation individuelle, au déplacement de consommation et aux économies d'énergie, il existe un risque que le déplacement dynamique des heures de pointe puisse pénaliser les opérations d'autoconsommation collectives. Le TURPE applicable aux électrons autoconsommés transitant par le réseau public serait élevé alors même que la consommation d'une zone d'électricité produite localement permettrait au reste du réseau sur cette zone géographique d'être dans l'ensemble moins sollicité.

Cette différence de positionnement des heures creuses reflète l'historique des investissements réalisés par Enedis (sous le contrôle de la CRE) qui a laissé un grand nombre de poche en déficit de renforcement/rénovation des infrastructures de réseau.

Par ailleurs, si des problèmes de congestion apparaissent il serait beaucoup plus pertinent de créer un marché organisé permettant de rémunérer des acteurs mettant en oeuvre des solutions innovantes comme la gestion dynamique des consommations ou des productions. En tout état de cause, cela ne peut être le reflet de choix d'investissement du / des GRD...

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

Planète OUI estime qu'une expérimentation serait souhaitable dès le TURPE 6 car l'introduction de dénivelés permettrait à l'autoconsommateur de réduire sa puissance souscrite au moment de sa pleine production, moment qui peut coïncider avec les heures pleines et pointes de soutirage en cours d'évolution du fait des nouveaux usages.

La volonté de la CRE de ne pas mettre en place un dénivelé de puissance pour les puissances < 36 kVA montre une incohérence dans la structure de sa proposition relative au TURPE.

- pour les tensions > 36 kVA, la différenciation temporelle HC/HP et été/hiver du TURPE (en termes de coût) s'accompagne d'une possibilité de souscrire des puissances différentes. C'est la logique même de la différenciation temporelle pour inciter les consommateurs à soutirer des puissances moindres pendant les plages temporelles contraintes (HPH par exemple).
- Pour les tensions < 36 kVA, la CRE souhaite généraliser la différenciation temporelle à 4 quadrants du TURPE pour s'inscrire dans la logique des tensions > 36 kVA, mais sans permettre une souscription de puissance

différencier en fonction des plage HC/HP - été/hiver. Cela n'a aucune logique et conduit à une absence de possibilité d'optimisation pour les consommateurs. Soit, il n'y a pas de différenciation temporelle et donc une seule puissance peut être souscrite. Soit il y a une différenciation et un particulier doit pouvoir souscrire des puissances différentes en fonction des plages horaires. C'est une rigueur économique a minima et une justice dans le reflet des coûts réellement induit par les consommateurs.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

Planète OUI est favorable à cette mesure tant qu'elle ne vient pas amoindrir les efforts des consommateurs en faveur de leur baisse de consommation, et n'interdit pas le retour en arrière dans le cas où l'option tarifaire s'avérerait pénalisante pour le consommateur.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Planète OUI estime que le principe de cascade des coûts doit être étudié de manière détaillée en ce qui concerne l'autoconsommation.

Par ailleurs, rappelons que la structure actuelle du TURPE autoconsommation collective ne répond pas à la demande du législateur de favoriser le développement des opérations d'autoconsommation collective. "Favoriser" signifie "donner un avantage financier". Aujourd'hui, la structure du TURPE autoconsommation collective pénalise la majorité des projets. Il faut pour commencer à avoir un léger avantage, être dans une situation de taux d'autoproduction d'au moins 40 à 50% ce qui est extrêmement restrictif au regard de la majorité des profils de consommation versus les profils de production photovoltaïque. Il est donc important que la CRE prenne acte de la décision du législateur et établisse un TURPE qui donne un avantage compétitif pour la majorité des opérations d'autoconsommation collective, dès des taux d'autoproduction standard (15-20%).